

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1083

23 mai 2011

SOMMAIRE

BTP World S.A.	51978	Premium Group Holding S.A.	51938
deuxLM HOLDING S.A.	51981	Premium Group Soparfi S.A.	51938
DeuxLM Holding S.A. - SPF	51981	Promobe Finance	51938
Etuba International Luxembourg S.à r.l.	51967	Promobe Finance - SPF	51938
Farfinance I S.A.	51977	RI Luxembourg Finance Sàrl	51943
Farfinance I S.A.	51977	Riverland 2 S.à r.l.	51942
Farfinance I S.A.	51977	Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l.	51943
Fideos Financial Services S.A.	51977	Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l.	51947
Fiesta S.A.	51978	Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l.	51943
Fiever Holding S.A.	51981	Salsa Retail Holding Debtco 2 S.à r.l.	51947
Financiera Comercial Chonta S.A.	51981	Salsa Retail Holding Debtco 2 S.à r.l.	51947
Financière Capucine 4 S.A.	51967	Salsa Retail Holding Debtco 2 S.à r.l.	51951
Financière Daunou 17 S.A.	51967	Sapporo Holding S.A.	51952
Fininsur Courtage et Conseil S.A.	51981	Sapporo S.A., société de gestion de patri- moine familial	51952
Finplays Investments S.A.	51983	Scorpio Collection	51952
First Place Investments S.A.	51983	Skype Global S.à r.l.	51951
First Place Investments S.A.	51983	Société Générale Private Wealth Manage- ment S.A.	51952
Five and Fifth	51968	Sothic Capital European Opportunities Loan Fund S.à r.l.	51952
Flybas S.A.	51984	Steinfort Fund of Funds SICAV-SIF	51984
Fougerolle Luxembourg S.A.	51984	Wallis Properties S.à r.l.	51984
Future Pipe Industries S. à r.l.	51968		
Pin S.A.	51968		

**Premium Group Soparfi S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Premium Group Holding S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 31.664.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 30 avril 2010.

Référence de publication: 2011030510/11.

(110036780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

**Promobe Finance - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Promobe Finance).**

Siège social: L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser.

R.C.S. Luxembourg B 37.353.

L'an deux mille dix, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding "PROMOBE FINANCE", ayant son siège social à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 37.353 constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 18 juin 1991, publié au Mémorial C numéro 472 du 28 décembre 1991

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Philippe MERSY, employé privé, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Laure SINESI, employée privée, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Etienne PIGEON, employé privé, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par le mandataire de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1) Modification de l'objet de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

"La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

- (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et
- (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes."

2) Transformation de la Société, actuellement régie par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, en société de gestion de patrimoine familial ("SPF") conformément aux dispositions légales de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") et changement de la dénomination sociale en «SPF».

3) Adaptation et refonte complète des statuts.

4) Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme ci-avant reproduite dans l'ordre du jour sous le point 1).

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transformer la Société, actuellement régie par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, en société de gestion de patrimoine familial ("SPF") conformément aux dispositions légales de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") et de changer la dénomination sociale en "PROMOBE FINANCE -SPF".

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts comme suit:

Titre Préliminaire - Définitions

"Loi": signifie les dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures;

"Loi SPF": signifie les dispositions légales de la loi du 11 mai 2007 concernant la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF");

"Statuts": signifie les statuts de la Société.

Titre I^{er} . - Dénomination - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de "PROMOBE FINANCE -SPF" (ci-après la "Société"), ayant la qualité de société de gestion de patrimoine familial au sens de la loi SPF.

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

- (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et
- (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Art. 4. Le siège social est établi à Alzingen, (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Titre II. - Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à deux cent vingt-huit mille soixante-deux Euros et zéro quatre cents (EUR 228.062,04) divisé en neuf cent vingt (920) actions sans désignation de la valeur nominale, entièrement libérées.

Les actions sont détenues par les investisseurs plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Titre III. - Assemblées générales des actionnaires - Décisions de l'associé unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième vendredi du mois de mai à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les Statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Titre IV. - Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration.

La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société se trouve engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la seule signature de l'administrateur-délégué.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Titre V. - Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

Titre VI. - Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

Titre VII. - Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Titre VIII. - Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

Titre IX. - Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts."

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille trois cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Jean-Philippe MERSY, Laure SINESI, Etienne PIGEON, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 janvier 2011. Relation GRE/2011/211. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 3 mars 2011.

Référence de publication: 2011030512/247.

(110036644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Riverland 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.546,88.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 148.405.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2011.

Référence de publication: 2011030514/11.

(110036675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

RI Luxembourg Finance Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 45.000,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 62, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 142.791.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011030520/11.

(110036714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 157.325.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011030523/10.

(110036550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 99.298.400,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 157.325.

In the year two thousand eleven, on the eighth day of the month of February.

Before Us, Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared

Salsa Retail Holding MidCo S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.311,

hereby represented by Ms. Julie Geneoli, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 8 February 2011.

I. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing party declares that it is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of seventy-three million six hundred twenty thousand four hundred eighty-six Euro (EUR 73,620,486.-), having its registered office at 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 157.325, incorporated by a deed of Maître Gérard Lecuit, prenamed, dated 7 December 2010, in process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company").

III. The articles of association of the Company (the "Articles") have lastly been amended by a deed of Maître Gérard Lecuit, prenamed, dated 4 February 2011, in process of publication with the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

IV. The appearing party, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. To increase the share capital of the Company by an amount of twenty-five million six hundred seventy-seven thousand nine hundred fourteen Euro (EUR 25,677,914.-) so as to raise it from its current amount of seventy-three million six hundred twenty thousand four hundred eighty-six Euro (EUR 73,620,486.-), represented by seven billion three hundred sixty-two million forty-eight thousand six hundred (7,362,048,600) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, to an amount of ninety-nine million two hundred ninety-eight thousand four hundred Euro (EUR 99,298,400.-) represented by nine billion nine hundred twenty-nine million eight hundred forty thousand (9,929,840,000) shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

2. To issue, with payment of a total share premium of one hundred two million seven hundred eleven thousand six hundred fifty-six Euro (EUR 102,711,656.-), two billion five hundred sixty-seven million seven hundred ninety-one thousand four hundred (2,567,791,400) shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of Salsa Retail Holding MidCo S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 41, boulevard Prince Henri, L1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.311 (the “Sole Shareholder”) resolving on the proposed share capital increase.

3. To accept the subscription of such two billion five hundred sixty-seven million seven hundred ninety-one thousand four hundred (2,567,791,400) newly issued shares (the “New Shares”) by the Sole Shareholder, with payment of a total share premium of one hundred two million seven hundred eleven thousand six hundred fifty-six Euro (EUR 102,711,656.-) to be allocated to the New Shares, by a contribution in kind of a receivable of a total amount of one hundred twenty-eight million three hundred eighty-nine thousand five hundred seventy Euro (EUR 128,389,570.-) (the “Receivable”) and to allocate such New Shares to the Sole Shareholder.

4. To amend the first paragraph of article 6.1 of the articles of association of the Company (the “Articles”) so as to reflect the resolutions to be adopted under items 1. to 3. above, as follows:

“ **6.1 - Subscribed and paid-up share capital.** The Company’s share capital is fixed at ninety-nine million two hundred ninety-eight thousand four hundred Euro (EUR 99,298,400.-) represented by nine billion nine hundred twenty-nine million eight hundred forty thousand (9,929,840,000) shares (“parts sociales”) (hereafter, the “Shares”), with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid-up.” and

5. Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of twenty-five million six hundred seventy-seven thousand nine hundred fourteen Euro (EUR 25,677,914) so as to raise it from its current amount of seventy-three million six hundred twenty thousand four hundred eighty-six Euro (EUR 73,620,486.-), represented by seven billion three hundred sixty-two million forty-eight thousand six hundred (7,362,048,600) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, to an amount of ninety-nine million two hundred ninety-eight thousand four hundred Euro (EUR 99,298,400.-) represented by nine billion nine hundred twenty-nine million eight hundred forty thousand (9,929,840,000) shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to issue, with payment of a total share premium of one hundred two million seven hundred eleven thousand six hundred fifty-six Euro (EUR 102,711,656.-), two billion five hundred sixty-seven million seven hundred ninety-one thousand four hundred (2,567,791,400) shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of the Sole Shareholder resolving on the proposed share capital increase.

Subscription / Payment

There now appears Ms. Julie Geneoli, prenamed, acting in her capacity as duly authorized attorney in fact of the Sole Shareholder, prenamed, by virtue of the proxy above-mentioned:

The Sole Shareholder, prenamed, acting through its attorney, declares to subscribe to the New Shares, with payment of a total share premium of one hundred two million seven hundred eleven thousand six hundred fifty-six Euro (EUR 102,711,656.-) and to make payment in full for all such newly subscribed shares and share premium by a contribution in kind consisting of the Receivable (the “Contribution”).

The Sole Shareholder, acting through its attorney, declares that the value of the Contribution has been certified by a declaration of recipient company issued on 8 February 2011, signed by Mr. Geoffrey Henry in his capacity as class A manager of the Company and Ms. Isabelle Lentz in her capacity as class B manager of the Company as at the date of the Contribution, on the basis of an interim balance sheet of the Sole Shareholder, at one hundred twenty-eight million three hundred eighty-nine thousand five hundred seventy Euro (EUR 128,389,570.-), which declaration will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

The Sole Shareholder, acting through its duly appointed attorney, declares that the Receivable, which is hereby contributed in kind, is free of any lien and that there exists no impediments to its free transferability to the Company and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Receivable to the Company.

Proof of the ownership by the Sole Shareholder of the Receivable has been given to the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend the first paragraph of article 6.1 of the Articles so as to reflect the first and second resolutions adopted above, as follows:

“ 6.1. Subscribed and Paid-up share capital. The Company’s share capital is fixed at ninety-nine million two hundred ninety-eight thousand four hundred Euro (EUR 99,298,400.-) represented by nine billion nine hundred twenty-nine million eight hundred forty thousand (9,929,840,000) shares (“parts sociales”) (hereafter, the “Shares”), with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid-up.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately EUR 7,000 (seven thousand euro).

Declaration

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L’an deux mille onze, le huitième jour du mois de février.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu

Salsa Retail Holding MidCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 41, boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.311,

ici représentée par Mademoiselle Julie Geneoli, employée privée, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée le 8 février 2011.

I. Ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumises à l’enregistrement.

II. La partie comparante déclare qu’elle est la seule associée de Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de soixante-treize millions six cent vingt mille quatre cent quatre-vingt-six euros (EUR 73.620.486.-), ayant son siège social au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.325, constituée par un acte de Maître Gérard Lecuit, précité, en date du 7 décembre 2010, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la “Société”).

III. Les statuts de la Société (les “Statuts”) ont été modifiés pour la dernière fois par un acte en date du 4 février 2011 de Maître Gérard Lecuit, précité, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

IV. La partie comparante, dûment représentée, ayant reconnu être entièrement informée des résolutions à prendre sur base de l’ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Augmenter le capital social de la Société d’un montant de vingt-cinq millions six cent soixante-dix-sept mille neuf cent quatorze euros (EUR 25.677.914.-), pour le porter de son montant actuel de soixante-treize millions six cent vingt mille quatre cent quatre-vingt-six euros (EUR 73.620.486.-), représenté par sept milliards trois cent soixante-deux millions quarante-huit mille six cents (7.362.048.600) parts sociales d’une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, à un montant de quatre vingt-dix-neuf millions deux cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cents euros (EUR 99.298.400.-), représenté par neuf milliards neuf cent vingt-neuf millions huit cent quarante mille (9.929.840.000) parts sociales d’une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune.

2. Emettre, avec paiement d’une prime d’émission d’un montant total de cent deux millions sept cent onze mille six cent cinquante-six euros (EUR 102,711,656.-), deux milliards cinq cent soixante-sept millions sept cent quatre-vingt-onze mille quatre cents (2.567.791.400) parts sociales d’une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et conférant un droit aux dividendes à partir du jour de la décision prise par Salsa Retail Holding MidCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 41, boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.311 (l’«Associé Unique») décidant de l’augmentation du capital proposée.

3. Accepter la souscription de ces deux milliards cinq cent soixante-sept millions sept cent quatre-vingt-onze mille quatre cents (2.567.791.400) parts sociales nouvellement émises (les «Nouvelles Parts Sociales») par l’Associé Unique,

avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent deux millions sept cent onze mille six cent cinquante-six euros (EUR 102,711,656.-) à attribuer aux Nouvelles Parts Sociales, par un apport en nature consistant en une créance d'un montant total de cent vingt-huit millions trois cent quatre-vingt-neuf mille cinq cent soixante-dix euros (EUR 128.389.570,-) (la «Créance»), et allouer ces Nouvelles Parts Sociales à l'Associé Unique.

4. Modifier le premier paragraphe de l'article 6.1 des statuts de la Société (les "Statuts") afin de refléter les résolutions devant être adoptées dans le cadre des points 1. à 3. ci-dessus, de la façon suivante:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social de la Société est fixé à quatre-vingt-dix-neuf millions deux cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cents euros (EUR 99.298.400,-) représenté par neuf milliards neuf cent vingt-neuf millions huit cent quarante mille (9.929.840.000) parts sociales (ci-après «les Parts Sociales») d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.» et

5. Divers.

a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt-cinq millions six cent soixante-dix-sept mille neuf cent quatorze euros (EUR 25.677.914,-), pour le porter de son montant actuel de soixante-treize millions six cent vingt mille quatre cent quatre-vingt-six euros (EUR 73.620.486,-), représenté par sept milliards trois cent soixante-deux millions quarante-huit mille six cents (7.362.048.600) parts sociales d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, à un montant de quatre-vingt-dix-neuf millions deux cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cents euros (EUR 99.298.400,-), représenté par neuf milliards neuf cent vingt-neuf millions huit cent quarante mille (9.929.840.000) parts sociales d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'émettre, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent deux millions sept cent onze mille six cent cinquante-six euros (EUR 102,711,656.-), deux milliards cinq cent soixante-sept millions sept cent quatre-vingt-onze mille quatre cents (2.567.791.400) parts sociales d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et conférant un droit aux dividendes à partir du jour de la décision prise par l'Associé Unique décidant de l'augmentation du capital proposée.

Souscription / Paiement

Compareait maintenant Mademoiselle Julie Geneoli, précitée, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de l'Associé Unique en vertu de la procuration visée ci-dessus.

L'Associé Unique, précité, agissant par le biais de son mandataire, déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent deux millions sept cent onze mille six cent cinquante-six euros (EUR 102,711,656.-), et libérer intégralement toutes ces parts sociales nouvellement souscrites et cette prime d'émission par un apport en nature de la Créance (l'«Apport»).

L'Associé Unique, agissant par le biais de son mandataire, déclare que la valeur de l'Apport a été certifiée par une déclaration d'apport (declaration of recipient company) établie et signée le 8 février 2011 par Monsieur Geoffrey Henry en sa capacité de gérant de classe A de la Société et Madame Isabelle Lentz en sa capacité de gérant de classe B de la Société, à la date de l'Apport, sur base d'un bilan intérimaire de l'Associé Unique, à cent vingt-huit millions trois cent quatre-vingt-neuf mille cinq cent soixante-dix euros (EUR 128.389.570,-), laquelle déclaration restera attachée au présent acte pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, agissant par le biais de son mandataire, déclare qu'il ne subsiste aucune restriction ou limitation au libre transfert en nature de la Créance à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de la Créance à la Société.

La preuve de la propriété de l'Associé Unique de la Créance a été donnée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'Associé Unique DECIDE de modifier le premier paragraphe de l'article 6.1 des Statuts afin de refléter les première et deuxième résolutions adoptées ci-dessus, de la façon suivante:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social de la Société est fixé à quatre-vingt-dix-neuf millions deux cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cents euros (EUR 99.298.400,-) représenté par neuf milliards neuf cent vingt-neuf millions huit cent quarante mille (9.929.840.000) parts sociales (ci-après «les Parts Sociales») d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à EUR 7.000 (sept mille euros).

Déclaration

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. GENEOLI, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 février 2011. Relation: LAC/2011/7169. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011030524/213.

(110036729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 157.325.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011030525/10.

(110036880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Salsa Retail Holding Debtco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 157.333.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011030526/10.

(110036551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Salsa Retail Holding Debtco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 93.338.445,60.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 157.333.

In the year two thousand eleven, on the eighth day of the month of February.

Before Us, Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared

Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.325,

hereby represented by Ms. Julie Geneoli, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 8 February 2011.

I. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing party declares that it is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Salsa Retail Holding DebtCo 2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of sixty-seven million six hundred sixty thousand five hundred thirty-one Euro and sixty Cent (EUR 67,660,531.60), having its registered office at 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés)

under number B 157.333, incorporated by a deed of Maître Gérard Lecuit, prenamed, dated 7 December 2010, in process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Company”).

III. The articles of association of the Company (the “Articles”) have lastly been amended by a deed of Maître Gérard Lecuit, prenamed, dated 4 February 2011, in process of publication with the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

IV. The appearing party, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. To increase the share capital of the Company by an amount of twenty-five million six hundred seventy-seven thousand nine hundred fourteen Euro (EUR 25,677,914.-) so as to raise it from its current amount of sixty-seven million six hundred sixty thousand five hundred thirty-one Euro and sixty Cent (EUR 67,660,531.60) represented by six billion seven hundred sixty-six million fifty-three thousand one hundred sixty (6,766,053,160) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, to an amount of ninety-three million three hundred thirty-eight thousand four hundred forty-five Euro and sixty Cent (EUR 93,338,445.60) represented by nine billion three hundred thirty-three million eight hundred forty-four thousand five hundred sixty (9,333,844,560) shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

2. To issue, with payment of a total share premium of one hundred two million seven hundred eleven thousand six hundred fifty-six Euro (EUR 102,711,656.-), two billion five hundred sixty-seven million seven hundred ninety-one thousand four hundred (2,567,791,400) shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.325 (the “Sole Shareholder”) resolving on the proposed share capital increase.

3. To accept the subscription of such two billion five hundred sixty-seven million seven hundred ninety-one thousand four hundred (2,567,791,400) newly issued shares (the “New Shares”) by the Sole Shareholder, with payment of a total share premium of one hundred two million seven hundred eleven thousand six hundred fifty-six Euro (EUR 102,711,656.-) to be allocated to the New Shares, by a contribution in kind of a receivable of a total amount of one hundred twenty-eight million three hundred eighty-nine thousand five hundred seventy Euro (EUR 128,389,570.-) (the “Receivable”) and to allocate such New Shares to the Sole Shareholder.

4. To amend the first paragraph of article 6.1 of the articles of association of the Company (the “Articles”) so as to reflect the resolutions to be adopted under items 1. to 3. above, as follows:

“ **6.1. Subscribed and Paid-up share capital.** The Company’s share capital is fixed at ninety-three million three hundred thirty-eight thousand four hundred forty-five Euro and sixty Cent (EUR 93,338,445.60) represented by nine billion three hundred thirty-three million eight hundred forty-four thousand five hundred sixty (9,333,844,560) shares (“parts sociales”) (hereafter, the “Shares”), with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid-up.” and

5. Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of twenty-five million six hundred seventy-seven thousand nine hundred fourteen Euro (EUR 25,677,914.-) so as to raise it from its current amount of sixty-seven million six hundred sixty thousand five hundred thirty-one Euro and sixty Cent (EUR 67,660,531.60) represented by six billion seven hundred sixty-six million fifty-three thousand one hundred sixty (6,766,053,160) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, to an amount of ninety-three million three hundred thirty-eight thousand four hundred forty-five Euro and sixty Cent (EUR 93,338,445.60) represented by nine billion three hundred thirty-three million eight hundred forty-four thousand five hundred sixty (9,333,844,560) shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to issue, with payment of a total share premium of one hundred two million seven hundred eleven thousand six hundred fifty-six Euro (EUR 102,711,656.-), two billion five hundred sixty-seven million seven hundred ninety-one thousand four hundred (2,567,791,400) shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of the Sole Shareholder resolving on the proposed share capital increase.

Subscription / Payment

There now appears Ms. Julie Geneoli, prenamed, acting in her capacity as duly authorized attorney in fact of the Sole Shareholder, prenamed, by virtue of the proxy above-mentioned:

The Sole Shareholder, prenamed, acting through its attorney, declares to subscribe to the New Shares, with payment of a total share premium of one hundred two million seven hundred eleven thousand six hundred fifty-six Euro (EUR 102,711,656.-) and to make payment in full for all such newly subscribed shares and share premium by a contribution in kind consisting of the Receivable (the "Contribution").

The Sole Shareholder, acting through its attorney, declares that the value of the Contribution has been certified by a declaration of recipient company issued on 8 February 2011, signed by Mr. Geoffrey Henry in his capacity as class A manager of the Company and Ms. Isabelle Lentz in her capacity as class B manager of the Company as at the date of the Contribution, on the basis of an interim balance sheet of the Sole Shareholder, at one hundred twenty-eight million three hundred eighty-nine thousand five hundred seventy Euro (EUR 128,389,570.-), which declaration will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

The Sole Shareholder, acting through its duly appointed attorney, declares that the Receivable, which is hereby contributed in kind, is free of any lien and that there exists no impediments to its free transferability to the Company and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Receivable to the Company.

Proof of the ownership by the Sole Shareholder of the Receivable has been given to the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend the first paragraph of article 6.1 of the Articles so as to reflect the first and second resolutions adopted above, as follows:

" 6.1. Subscribed and Paid-up share capital. The Company's share capital is fixed at ninety-three million three hundred thirty-eight thousand four hundred forty-five Euro and sixty Cent (EUR 93,338,445.60) represented by nine billion three hundred thirty-three million eight hundred forty-four thousand five hundred sixty (9,333,844,560) shares ("parts sociales") (hereafter, the "Shares"), with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid-up."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately EUR 7,000 (seven thousand).

Declaration

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le huitième jour du mois de février.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu

Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 41, boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.325,

ici représentée par Mademoiselle Julie Geneoli, employée privée, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 8 février 2011.

I. Ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumises à l'enregistrement.

II. La partie comparante déclare qu'elle est la seule associée de Salsa Retail Holding DebtCo 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de soixante-sept millions six cent soixante mille cinq cent trente-et-un euros et soixante centimes (EUR 67.660.531,60), ayant son siège social au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.333, constituée par un acte de Maître Gérard Lecuit, précité, en date du 7 décembre 2010, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la "Société").

III. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois par un acte en date du 4 février 2011 de Maître Gérard Lecuit, précité, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

IV. La partie comparante, dûment représentée, ayant reconnu être entièrement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt-cinq millions six cent soixante-dix-sept mille neuf cent quatorze euros (EUR 25.677.914,-), pour le porter de son montant actuel de soixante-sept millions six cent soixante mille cinq cent trente-et-un euros et soixante centimes (EUR 67.660.531,60), représenté par six milliards sept cent soixante-six millions cinquante-trois mille cent soixante (6.766.053.160) parts sociales d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, à un montant de quatre-vingt-treize millions trois cent trente-huit mille quatre cent quarante-cinq euros et soixante centimes (EUR 93.338.445,60), représenté par neuf milliards trois cent trente-trois millions huit cent quarante-quatre mille cinq cent soixante (9.333.844.560) parts sociales d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune.

2. Emettre, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent deux millions sept cent onze mille six cent cinquante-six euros (EUR 102,711,656.-), deux milliards cinq cent soixante-sept millions sept cent quatre-vingt-onze mille quatre cents (2.567.791.400) parts sociales d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et conférant un droit aux dividendes à partir du jour de la décision prise par Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 41, boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.325 (l'«Associé Unique») décidant de l'augmentation du capital proposée.

3. Accepter la souscription de ces deux milliards cinq cent soixante-sept millions sept cent quatre-vingt-onze mille quatre cents (2.567.791.400) parts sociales nouvellement émises (les «Nouvelles Parts Sociales») par l'Associé Unique, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent deux millions sept cent onze mille six cent cinquante-six euros (EUR 102,711,656.-) à attribuer aux Nouvelles Parts Sociales, par un apport en nature consistant en une créance d'un montant total de cent vingt-huit millions trois cent quatre-vingt-neuf mille cinq cent soixante-dix euros (EUR 128.389.570,-) (la «Créance»), et allouer ces Nouvelles Parts Sociales à l'Associé Unique.

4. Modifier le premier paragraphe de l'article 6.1 des statuts de la Société (les «Statuts») afin de refléter les résolutions devant être adoptées dans le cadre des points 1. à 3. ci-dessus, de la façon suivante:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social de la Société est fixé à quatre-vingt-treize millions trois cent trente-huit mille quatre cent quarante-cinq euros et soixante centimes (EUR 93.338.445,60) représenté par neuf milliards trois cent trente-trois millions huit cent quarante-quatre mille cinq cent soixante (9.333.844.560) parts sociales (ci-après «les Parts Sociales») d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»
et

5. Divers.

a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt-cinq millions six cent soixante-dix-sept mille neuf cent quatorze euros (EUR 25.677.914,-), pour le porter de son montant actuel de soixante-sept millions six cent soixante mille cinq cent trente-et-un euros et soixante centimes (EUR 67.660.531,60), représenté par six milliards sept cent soixante-six millions cinquante-trois mille cent soixante (6.766.053.160) parts sociales d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, à un montant de quatre-vingt-treize millions trois cent trente-huit mille quatre cent quarante-cinq euros et soixante centimes (EUR 93.338.445,60), représenté par neuf milliards trois cent trente-trois millions huit cent quarante-quatre mille cinq cent soixante (9.333.844.560) parts sociales d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'émettre, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent deux millions sept cent onze mille six cent cinquante-six euros (EUR 102,711,656.-), deux milliards cinq cent soixante-sept millions sept cent quatre-vingt-onze mille quatre cents (2.567.791.400) parts sociales d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et conférant un droit aux dividendes à partir du jour de la décision prise par l'Associé Unique décidant de l'augmentation du capital proposée.

Souscription / Paiement

Compareait maintenant Mademoiselle Julie Geneoli, précitée, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de l'Associé Unique en vertu de la procuration visée ci-dessus.

L'Associé Unique, précité, agissant par le biais de son mandataire, déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent deux millions sept cent onze mille six cent cinquante-six euros (EUR 102,711,656.-), et libérer intégralement toutes ces parts sociales nouvellement souscrites et cette prime d'émission par un apport en nature de la Créance (l'«Apport»).

L'Associé Unique, agissant par le biais de son mandataire, déclare que la valeur de l'Apport a été certifiée par une déclaration d'apport (declaration of recipient company) établie et signée le 8 février 2011 par Monsieur Geoffrey Henry en sa capacité de gérant de classe A de la Société et Madame Isabelle Lentz en sa capacité de gérant de classe B de la

Société, à la date de l'Apport, sur base d'un bilan intérimaire de l'Associé Unique, à cent vingt-huit millions trois cent quatre-vingt-neuf mille cinq cent soixante-dix euros (EUR 128.389.570,-), laquelle déclaration restera attachée au présent acte pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, agissant par le biais de son mandataire, déclare qu'il ne subsiste aucune restriction ou limitation au libre transfert en nature de la Créance à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de la Créance à la Société.

La preuve de la propriété de l'Associé Unique de la Créance a été donnée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'Associé Unique DECIDE de modifier le premier paragraphe de l'article 6.1 des Statuts afin de refléter les première et deuxième résolutions adoptées ci-dessus, de la façon suivante:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social de la Société est fixé à quatre-vingt-treize millions trois cent trente-huit mille quatre cent quarante-cinq euros et soixante centimes (EUR 93.338.445,60) représenté par neuf milliards trois cent trente-trois millions huit cent quarante-quatre mille cinq cent soixante (9.333.844.560) parts sociales (ci-après «les Parts Sociales») d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à EUR 7.000 (sept mille euros).

Déclaration

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. GENEOLI, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 février 2011. Relation: LAC/2011/7170. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011030527/218.

(110036730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Salsa Retail Holding Debtco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 157.333.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011030528/10.

(110036881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Skype Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 94.367,30.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 141.496.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2011.

Référence de publication: 2011030531/11.

(110036580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

**Sapporo S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Sapporo Holding S.A.).**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 108.880.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011030529/12.

(110037148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Société Générale Private Wealth Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 60.963.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 2 mars 2011.

Référence de publication: 2011030532/10.

(110037153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Sothic Capital European Opportunities Loan Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 212.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 152.354.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 2011.

Référence de publication: 2011030533/11.

(110036586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Scorpio Collection, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 159.226.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twenty-second day of December 2010

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

- Scorpio Collection GP, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office in 44, rue de la Vallée, L2661 Luxembourg, the registration of which is pending with the Luxembourg trade and companies register;

duly represented by Jeannette Vaude-Perrin, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 20 December 2010; and

- Advanced Capital Europe S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 44, rue de la Vallée, L2661 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 90587,

duly represented by Jeannette Vaude-Perrin, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 20 December 2010.

The proxies given, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation (the "Articles") of a company.

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares of the Company hereafter issued (the "Shares"), a company in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company with variable share capital – specialised investment fund (société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) under the name of Scorpio Collection (the "Company").

The Company shall be governed by the law of 13 February 2007 on specialized investment funds (the "2007 Law").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined below). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for a limited period of time until 7 years from the date of incorporation. However, the term of the Company may be extended three times by decision of the general meeting of Shareholders for further periods of one year.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in all form of visual art works (painting, sculptures, etching, photographic prints, etc...) ("Art Works") in transferable securities as well as in other assets and financial instruments authorized by law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.

Art. 5. Liability. The General Partner is liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The Limited Partners shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 6. Determination of the investment objectives and Policies. The General Partner shall determine the investment objectives and policies of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

Art. 7. Share Capital.

(a) The capital of the Company shall be represented by Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 12 hereof. The minimum subscribed capital of the Company, which must be achieved within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as specialised investment fund under Luxembourg law, is one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000).

(b) The share capital of the Company shall be represented by the following classes (the "Classes") of Shares of no par value:

(i) "Management Share": one Share which has been subscribed by the General Partner as unlimited Shareholder (associé commandité) of the Company;

(ii) "Limited Partner Shares": any Shares other than the Management Share and which have been or will be subscribed by the Limited Partners (actionnaires commanditaires) of the Company.

The Classes of Shares may, as the General Partner shall determine, be of one or more different series, the features, terms and conditions of which shall be established by the General Partner and disclosed in the Memorandum.

The General Partner may create additional Classes and/or series of Shares in accordance with the provisions and subject to the requirements of the law dated 10 August 1915 on commercial companies.

(c) The Company has been incorporated with a subscribed share capital of thirty one thousand euro (EUR 31,000) divided into one (1) Management Share and three thousand and ninety nine (3,099) Limited Partner Shares of no par value. Upon incorporation, the Management Share was fully paid-up and 5% of the subscription price of the Limited Partner Shares were paid-up.

(d) The General Partner is authorized to issue, in accordance with Article 10 hereof and the provisions of the Memorandum, an unlimited number of Shares within existing Classes/series of Shares or new Classes/series of Shares to be created without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

Art. 8. Shares.

(a) Shares are exclusively restricted to institutional investors, professional investors or other well-informed investors within the meaning of article 2 (1) of the 2007 Law. This restriction is not applicable to the General Partner which may hold one Management Share without falling into one of these categories.

(b) All Shares shall be issued in registered form.

The inscription of the shareholder's name in the register of registered Shares (the "Register") evidences his right of ownership of such registered Shares.

All issued Shares of the Company shall be registered in the Register, which shall be kept by the General Partner or by an entity designated therefore by the Company and the Register shall contain the name of each Shareholder, his residence, registered office or elected domicile, the number and Class of Shares held by him, the amount paid in on each such Share and banking references. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, it may treat the information contained in the Register as accurate and up to date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking references for the making of any payments.

(c) Transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer to be made in the Register upon delivery to the Company of the transfer form provided therefore by the General Partner along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and the written agreement of the General Partner which may not be unreasonably withheld.

(d) Each Share (Management Share or Limited Partners Share) grants the right to one vote at every meeting of Shareholders and as the case may be at separate Class meetings of the holders of Shares of each of the Classes issued.

(e) The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Art. 9. Transfer of Shares. Any transfer of Limited Partner Shares by their holder to another person, whether already a holder or not is subject to (i) the transferee fully and completely assuming in writing prior to the transfer all outstanding obligations of the transferor in relation to the Shares, (ii) the qualification of the transferee as an Eligible Investor and its acceptance of the terms of the Memorandum, and

(iii) prior approval from the General Partner which may not be unreasonably withheld.

The Company will not give effect to any transfer of Shares to any investor who may not be considered as an Eligible Investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law.

Art. 10. Issue of Shares. The General Partner is authorised without limitation to issue an unlimited number of Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued. The General Partner may, in particular, decide that Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Memorandum. Payments for subscriptions to Shares shall be made in whole or in part as determined by the General and specified and more fully described in the Memorandum.

Furthermore, the General Partner may impose restrictions in relation to the minimum amount of the aggregate net asset value of Shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional investments and the minimum of any holding of Shares.

Any investor that defaults (a "Defaulting Investor") with respect to any payment of its share subscription or other amounts shall be subject to certain consequences, which may, at the discretion of the General Partner, include any of the following:

- The Defaulting Investor will become liable to the Company for interest on such unfunded portion at a rate of the 3-Month EURIBOR plus 3 percentage points per annum, calculated on a period lasting from the due date of the payment of the required subscribed amount until the effective payment of such amounts (including such accrued interest), and for additional indemnities (e.g. if as a result of the default by the Defaulting Investor the Company is in turn defaulting with respect to a payment in relation with its investments);

- The Shares held by the Defaulting Investor will be redeemed compulsorily by the Company. The Defaulting Investor will be entitled to 100% of its payment on its Shares less effected distributions, if any, and less the damages set out below, but not more than (i) the last available Net Asset Value of its Shares at the time of the decision on the compulsory redemption and not more than (ii) the amount of distributions that the Defaulting Investor would have received if its Shares had not been redeemed compulsorily by the Company. This compensation shall be paid in one or several instalments, due at the same time when distributions to the Shareholders are effected, but not before it is definitely confirmed that no such additional indemnities have to be paid. Each instalment of the compensation amounts to the sum which the Defaulting Investor had received if its Shares had not been redeemed compulsorily by the Company. No interests will be paid on the compensation;

- The Defaulting Investor shall pay to the Company as liquidated damages and without prejudice to the Company's right to claim additional damages (e.g. if as a result of the default by the Defaulting Investor the Company is in turn defaulting with respect to a payment in relation with its investments), an amount equal to the greater of (i) 30% (thirty

per cent) of the Subscription of the Defaulting Investor, and (ii) 50% (fifty per cent) of the unpaid Subscription of the Defaulting Investor;

- The Defaulting Investor will forego any future income or gains realized after the default and such income and gains will be distributed on a pro rata basis to the other Shareholders;
- The Defaulting Investor will lose right to vote at the general meeting of Shareholders.

If a Defaulting Investor continues to be in default for more than 15 (fifteen) business days from the due date of the relevant payment, the General Partner may give notice to the Defaulting Investor concerned, requiring the payment to be made within the following 5 (five) business days. If the Defaulting Investor continues to be in default after the expiry of such term, the General Partner may give notice to all Shareholders, indicating (i) the name of the Defaulting Investor, (ii) the number of Shares held by the Defaulting Investor including the percentage paid in relation to such Shares, and (iii) the amount of the payment which have remained unpaid.

Furthermore, the Defaulting Investor shall not be offered any coinvestment opportunities.

Art. 11. Redemption of Shares. A Shareholder may not request the redemption of all or part of its Shares in the Company.

The Company may compulsorily redeem Shares if the relevant Shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor.

Furthermore, the Company may compulsorily redeem Shares whenever the General Partner considers a redemption to be in the best interests of the Company. Shares may be redeemed on a pro rata basis from all existing Shareholders, for example (i) in order to distribute to the Shareholders upon the disposal of an investment asset by the Company the net proceeds of such investment, or (ii) if there has been an adverse change in the economic or political situation.

In case of compulsory redemption, the redemption price will be based on the last available Net Asset Value of such Shares on the relevant redemption date.

All redeemed Shares shall be cancelled.

Art. 12. Determination of the Net Asset Value. The net asset value of the Company (the “Net Asset Value”), will be determined, under the responsibility of the General Partner, by an entity designated for that purpose by the Company in the Company’s reference currency (as determined in the Memorandum) on each valuation day as further defined in the Memorandum.

In determining the Net Asset Value per Share, income and expenditure are treated as accruing daily.

The value of the Company’s assets shall be determined as follows:

- a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- b) The value of assets, which are listed or dealt in on any stock exchange, is based on the closing price of the preceding business day on the stock exchange, which is normally the principal market for such assets.
- c) The value of assets dealt in on any other Regulated Market is based on the closing price of the preceding business day.
- d) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.
- e) Units or shares of open-ended underlying funds will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair and equitable basis and in good faith.
- f) Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety days or less will be valued by the amortized cost method which approximates market value.
- g) The value of Art Works will be determined as follows:

All Art Works will be valued based on the fair value which will be determined by the General Partner. The valuation method will take into account the following guidelines and principles:

Art Works will be valued at cost as a reliable estimate of the fair value unless the General Partner considers that there has been a significant change in the market situation, or of the marked demand of the Art Works, and the acquisition cost does not represent Fair Value anymore; in such a case, the Art Works will be valued based on the estimation complying with the principles of prudence and good faith.

In relation to the foregoing, the General Partner shall take into consideration factors such as:

- Name of the artist
- Prices achieved at auctions of comparable Art Works by the same artist
- Size and technique of the Art Works

- Major events such as theft, damage etc
- Significant transaction establishing an arm's length price
- Prices estimates through offers.

The General Partner may also use the assessment of an independent valuator to be appointed to value an artist or Art Work.

h) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the General Partner.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Euro will be converted into Euro at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

The Net Asset Value per Share of each Class shall be the Net Asset Value of the Class as determined in accordance with the foregoing provisions divided by the number of Shares of the Class and rounding the resulting sum to the nearest cent of a Euro.

The Net Asset Value per each Class as of any valuation day will be made available to the holders of Shares at the registered office of the Company within a term following the relevant Valuation Date as determined by the General Partner in the Memorandum.

Art. 13. Suspension of the Determination of the Net Asset Value. The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value:

- a) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company would be impracticable;
- b) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company or the current price or value on any stock exchange or other market price in respect of the assets of the Company;
- c) if restrictions on foreign exchange or with regard to capital transactions prevent the settlement of transactions on behalf of the Company;
- d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained;

Any request for subscription shall be irrevocable except in the event of a suspension of the determination of the Net Asset Value per Share.

Art. 14. General Partner. The Company shall be managed by Scorpio Collection GP (associé commandité), a company incorporated under the laws of Luxembourg under the form of a société à responsabilité limitée (herein referred to as the "General Partner").

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as General Partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided an administrator, who needs not be a Shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of the articles, a successor general partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor general partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 15. Powers of the General Partner. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of incorporation to the general meeting of Shareholders are within the powers of the General Partner.

The General Partner may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 16. Signatory Authority. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner represented by its legal representatives or by any other person to whom such power has been delegated by the General Partner.

No Limited Partner shall represent the Company.

Art. 17. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director or officer of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 18. Custodian. The Company will enter into a custodian agreement with a Luxembourg bank (the “Custodian”) as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

The Company’s securities, cash and other permitted assets will be held in custody by or in the name of the Custodian, which will fulfil the obligations and duties provided for by the 2007 Law.

If the Custodian desires to withdraw, the General Partner shall use its best efforts to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such withdrawal. Until the Custodian is replaced, which must happen within such period of two months, the Custodian shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders of the Company.

The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

The duties of the Custodian shall respectively cease:

a) in the case of voluntary withdrawal of the Custodian or of its removal by the Company; until it is replaced, which must happen within two months, the Custodian shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders of the Company;

b) where the Custodian or the Company have been declared bankrupt, have entered into a composition with creditors, have obtained a suspension of payment, have been put under court controlled management or have been the subject of a similar proceedings or have been put into liquidation;

c) where the Luxembourg Supervisory Authority withdraws its authorization of the Company or the Custodian.

Art. 19. General Meeting of Shareholders. The general meeting of Shareholders shall represent all the Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, any resolution of the general meeting of Shareholders amending the articles of incorporation or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner.

Any resolution of a meeting of Shareholders to the effect of amending the present Articles must be passed with (i) a presence quorum of fifty (50) percent of the Share capital at the first call, and if not obtained, with no quorum requirement for the second call, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the Shareholders present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

Each amendment to the present Articles entailing a variation of rights of a Class must be approved by a resolution of the Shareholders’ meeting of the Company and of separate meetings of the holders of each Class of Shares.

General meetings of Shareholders shall be convened by the General Partner. They may also be convened by the General Partner upon request of Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company’s Share capital. General meetings of Shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the General Partner setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder’s address recorded in the register of registered Shares.

The annual general meeting shall be held on the 20 June at 12.30 at the registered office or at a place specified in the notice of meeting. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, general meetings may take place without notice of meeting.

A Shareholder may act at any general meeting by giving a written proxy to another person, who need not be a Shareholder and who may be a director of the General Partner.

Art. 20. Fiscal Year. The Company’s fiscal year commences on 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 21. Annual Report. The Company shall publish one annual report within a period of six (6) months as of the end of the fiscal year concerned.

Art. 22. Distributions. The right to dividends or distribution with respect to any Classes of Shares as well as the payment of interim dividends are determined by the General Partner and further described in the Memorandum.

Art. 23. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 25 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 7 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the General Partner. The

general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 7 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the shares present and represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 24. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of part or all of the liquidation proceeds to any Shareholder who agrees in specie by allocating to the holder investments equal in value (calculated in the manner described in Article 12 of the Articles), to the amount of the portion of the liquidation proceeds allocated to such Shareholder. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders and the valuation used shall be specifically confirmed by the report of the auditor of the Company in relation to the liquidation. The costs of any such transfers shall be borne by the relevant Shareholder.

Art. 25. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 26. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Art. 27. Definitions.

“2007 Law” The Luxembourg law of 13 February 2007 on specialized investment funds.

“Art Work” All forms of visual arts, such as paintings, sculptures, edging, photographic prints, etc.

“Articles” These articles of incorporation of the Company.

“Class” Each class of Shares within the Company.

“Company” Scorpio Collection organized as a société en commandite par actions and registered as a specialised investment fund in Luxembourg.

“Custodian” The Company’s custodian bank as described in Article 18.

“Defaulting Investor” Any investor that defaults with respect to any payment of its required share subscription commitment or other amounts.

“Eligible Investors” Well-Informed Investors as well as the General Partner.

“General Partner” Scorpio Collection GP, the general partner and unlimited Shareholder (associé commandité) of the Company. The General Partner is responsible for the management of the Company.

“Limited Partner Shares” Any Shares other than the Management Share and which have been or will be subscribed by the Limited Partners (actionnaires commanditaires) of the Company.

“Limited Partners” Any Shareholders other than the General Partner (actionnaires commanditaires).

“Management Share” One Share which has been subscribed by the General Partner as unlimited Shareholder (associé commandité) of the Company;

“Memorandum” The placement memorandum of the Company as amended from time to time.

“Net Asset Value” The net asset value per Share of the relevant Class as determined pursuant to article 13 hereof.

“Register” The register of registered Shares.

“Shareholder” A registered holder of Shares.

“Shares” Shares issued by the Company.

“Well-Informed Investors” Institutional investors, professional investors and any other investors who fulfil the following conditions: (i) adhere in writing to the status of well-informed investors and (ii) either invest a minimum of € 125,000 in the Company or (iib) has been subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying its expertise and his knowledge in adequately appraising an investment in the Company.

Transitory Dispositions

- 1) The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on 31 December 2011.
- 2) The first annual general meeting will be held in 2012.

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

- Scorpio Collection GP pre-qualified, subscribes for one (1) Management Share, resulting in a total payment of ten Euro (EUR 10).
- Advanced Capital Europe S.A., pre-qualified, subscribes for three thousand and ninety nine (3,099) Limited Partner Shares which are paid up at 5%, resulting in a total payment of one thousand five hundred forty ninety Euro and fifty cents (EUR 1.549,50.).

Evidence of the above payments, totalling one thousand five hundred fifty nine euro and fifty cents (EUR 1.559,50,-) was given to the undersigned notary.

Declaration

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses resulting from the Company's creation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Resolutions of the Shareholders

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded resolve as follows:

I. The following is elected as Auditor:

Deloitte S.A.

560 rue de Neudorf

L-2220 Luxembourg

II. The address of the Company is set at 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named person, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person, in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the party, they signed together with us, the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille dix, le vingt-deux décembre.

Par devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- Scorpio Collection GP, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, dont l'enregistrement auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg est en cours,

dûment représentée par Jeannette Vaude-Perrin, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 20 décembre 2010;

- Advanced Capital Europe S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90587,

dûment représentée par Jeannette Vaude-Perrin, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 20 décembre 2010.

Les prédites procurations, signées ne varietur par les personnes comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexée au présent acte avec lequel elles seront déposées auprès des autorités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, agissant ès-qualités, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts (les "Statuts") d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Nom. Il est formé par les présents statuts entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions de la société créées ci-après (les «Actions»), une société sous la forme d'une société en commandite par actions, qualifiée de société d'investissement en capital à variable -fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS sous la dénomination de Scorpio Collection (la «Société»).

La Société sera soumise à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (la «Loi de 2007»).

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg. Il peut être créé, sur décision de l'Associé Commandité (tel que défini ci-dessous), des succursales, filiales ou autres bureaux, tant au Grand Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger. Le siège social pourra être transféré dans la même commune sur simple décision de l'Associé Commandité.

Au cas où l'Associé Commandité estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la facilité de communication entre ce siège et l'étranger, ont eu lieu ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée limitée à sept ans à compter de la constitution. Cependant, la durée de la Société peut être prolongée, à trois reprises, pour des périodes supplémentaires d'une année à chaque fois, par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires.

Art. 4. Objet. L'objet de la Société est le placement des fonds dont elle dispose en œuvres d'art de toute nature (peinture, sculptures, gravures, impressions photographiques, etc.) (les «Œuvres d'Art»), en valeurs mobilières et instruments financiers autorisés par la loi, avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses Actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

La Société pourra prendre toutes les mesures et faire toutes les opérations qu'elle jugera utiles au développement et à l'accomplissement de son objet au sens le plus large autorisé par la Loi de 2007.

Art. 5. Responsabilité. L'Associé Commandité est responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être payées au moyen des actifs de la Société. Les Associés Ordinaires s'abstiendront d'agir au nom de la Société de quelque manière ou en quelque capacité que ce soit, si ce n'est qu'en exerçant leurs droits d'Actionnaires lors des assemblées générales, et ne seront engagés que dans la limite de leurs apports à la Société.

Art. 6. Détermination des objectifs et des politiques d'investissement. L'Associé Commandité devra déterminer les objectifs et les politiques de la Société ainsi que la conduite de la gestion et des affaires de la Société, telle que déterminée dans le Document d'émission, conformément aux lois et réglementations en vigueur.

Art. 7. Capital Social.

(a) Le capital de la Société sera représenté par des Actions sans mention de valeur, et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société, établis conformément à l'Article 12 des présents Statuts. Le capital souscrit minimum de la Société, qui doit être atteint dans un délai de douze (12) mois à partir de la date d'agrément de la Société en tant que fonds d'investissement spécialisé soumis à la loi luxembourgeoise, est d'un million deux cent cinquante mille euros (EUR 1.250.000,-).

(b) Le capital social de la Société sera représenté par les classes (les «Classes») d'Actions suivantes, sans mention de valeur:

(i) «Action d'Associé Commandité»: Action souscrite par l'Associé Commandité, comme associé commandité de la Société;

(ii) «Actions de Commanditaire»: toutes autres Actions que l'Action d'Associé Commandité, qui ont été ou seront souscrites par les Actionnaires Commanditaires de la Société.

Les Classes d'Actions pourront être, à la discrétion de l'Associé Commandité, d'une ou plusieurs séries dont les caractéristiques, les termes et les conditions seront établis par l'Associé Commandité et insérés dans le Document d'émission.

L'Associé Commandité peut créer des Classes et/ou séries d'Actions supplémentaires conformément aux dispositions et sous réserve des exigences de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La Société a été constituée avec un capital social souscrit de trente et un mille euros (€ 31.000,-), divisé en une (1) Action d'Associé Commandité et trois mille quatre-vingt-dix-neuf (3.099) Actions de Commanditaire sans mention de valeur. A la constitution, l'Action d'Associé Commandité a été entièrement libérée et 5% du prix de souscription des Actions de Commanditaires ont été libérées.

(c) L'Associé Commandité est autorisé, conformément l'article 10 des présents Statuts et aux dispositions du Document d'émission, à émettre un nombre illimité d'Actions dans les Classes/séries d'Actions existantes ou dans des Classes/séries d'Actions qui seront créées, sans réserver aux Actionnaires existants un droit de souscription préférentiel de souscrire les Actions à émettre.

Art. 8. Actions.

(a) Les Actions sont réservées exclusivement aux investisseurs institutionnels, investisseurs professionnels ou autres investisseurs avertis au sens de l'article 2 (1) de la Loi de 2007. Cette restriction n'est pas applicable à l'Associé Commandité, qui peut détenir une Action d'Associé Commandité sans tomber dans l'une de ces catégories.

(b) Toutes les Actions seront émises sous forme nominative.

La propriété des Actions nominatives s'établit par une inscription sur le registre des Actionnaires (le «Registre»).

Toutes les Actions de la Société émises doivent être enregistrées dans le Registre tenu par l'Associé Commandité ou par une entité désignée par la Société à cet effet et le Registre renseigne le nom de chaque Actionnaire, sa résidence, son siège social ou son domicile, le nombre et la Classe d'Actions qu'il détient, et les références bancaires. A défaut de communication écrite en sens contraire, la Société peut considérer l'information contenue dans le Registre comme exacte et à jour et peut notamment utiliser les adresses y inscrites pour l'envoi des communications et informations ainsi que les références bancaires y inscrites pour tout paiement.

(c) Les transferts d'Actions seront effectués par l'inscription du transfert dans le Registre sur délivrance préalable à la Société du formulaire de transfert fourni par l'Associé Commandité, accompagné de tous les autres documents de transfert exigés par la Société, et d'un accord écrit de l'Associé Commandité, qui ne doit pas être refusé sans juste motif.

(d) Chaque Action (Action d'Associé Commandité et Action de Commanditaire) donne un droit de vote à chaque assemblée générale d'Actionnaires et, le cas échéant, aux assemblées distinctes des détenteurs d'Actions de chaque Classe.

(e) La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. En cas de propriété conjointe d'une ou plusieurs Action(s) ou si la propriété de telles Action(s) est litigieuse, les personnes invoquant un droit sur cette (ces) Action(s) devront désigner un mandataire unique pour représenter la (les) Action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à cette (ces) Action(s).

Art. 9. Cession des Actions. Tout transfert d'Actions de Commanditaire par leur détenteur à une autre personne déjà détentrice ou non d'Actions est sujet à (i) l'accord écrit, entier et complet du cessionnaire préalable au transfert de toutes obligations en cours du cédant relatives aux Actions, (ii) la qualification du cessionnaire en tant qu'Investisseur Eligible ainsi que son acceptation des termes du Document d'émission, et (iii) l'accord préalable de l'Associé Commandité, lequel ne doit pas refuser un tel accord sans juste motif.

La Société ne donnera effet à aucun transfert d'Actions à un investisseur qui ne pourrait être qualifié d'Investisseur Eligible au sens de l'article 2 de la Loi de 2007.

Art. 10. Emission d'Actions. L'Associé Commandité est autorisé à émettre à tout moment et sans limitation un nombre illimité d'Actions, sans réserver aux anciens Actionnaires un droit préférentiel de souscription sur les Actions à émettre. Les paiements relatifs aux souscriptions d'Actions doivent être faits en intégralité ou en partie tels que déterminés par l'Associé Commandité ainsi que spécifié et plus amplement décrit dans le Document d'émission.

L'Associé Commandité peut restreindre la fréquence à laquelle les Actions seront émises. L'Associé Commandité peut, notamment, décider que les Actions seront uniquement émises pendant une ou plusieurs périodes de souscription déterminées ou à toute autre périodicité telle que prévue dans le Document d'émission.

L'Associé Commandité peut également imposer des restrictions concernant le montant minimum de la Valeur Nette d'Inventaire totale des Actions faisant l'objet d'une souscription initiale, concernant le montant minimum de toute souscription subséquente ou concernant la détention minimale d'Actions.

Un investisseur qui n'honore pas le paiement relatif à sa souscription d'actions ou un autre montant («l'Investisseur Défaillant»), s'exposera à certaines conséquences, qui à la seule discrétion de l'Associé Commandité, peuvent être les suivantes:

- L'Investisseur Défaillant sera tenu de payer à la Société des intérêts sur l'engagement de capital en défaut et sur d'autres montants non payés à temps, à un taux d'intérêt de 3-mois EURIBOR augmenté de 3 points de pourcentage par an, calculé sur une période courant de la fin de la date d'échéance dudit paiement jusqu'au moment du paiement de ces montants et augmenté de l'intérêt accumulé, et des charges additionnelles (si, par exemple, en raison du défaut de paiement de l'Investisseur Défaillant, la Société se retrouvait à son tour débitrice de par ses investissements);

- Les Actions détenues par l'Investisseur Défaillant seront obligatoirement rachetées par la Société. L'Investisseur Défaillant pourra requérir 100% de la Valeur Nette d'Inventaire de ses Actions, diminué, le cas échéant, des distributions effectuées et des dommages et intérêts indiqués ci-dessous mais ne pouvant cependant pas excéder (i) la dernière Valeur Nette d'Inventaire disponible de ses Actions au moment de la décision du rachat obligatoire ni (ii) le montant des distributions que l'Investisseur Défaillant aurait reçu si ses Actions n'avaient pas été rachetées obligatoirement par la Société. Ce remboursement devra être effectué en un ou plusieurs versements, en même temps que les distributions faites aux Actionnaires à condition qu'il soit établi qu'aucune charge additionnelle n'est due. Chaque versement du remboursement équivaldra au montant de la somme que l'Investisseur Défaillant aurait perçu si la Société n'avait pas racheté obligatoirement ses Actions. Ce remboursement ne donnera pas lieu à des intérêts.

- L'Investisseur Défaillant doit payer à la Société à titre d'indemnité et sans préjudice au droit de la Société de demander des dommages et intérêts supplémentaires (par ex. si en raison de la défaillance de l'Investisseur Défaillant, la Société se trouve à son tour en défaut concernant un paiement lié à ses investissements), un montant égal à un maximum de (i) 30%

(trente pour cent) de la Souscription de l'Investisseur Défaillant, et (ii) 50% (cinquante pour cent) de la Souscription impayée de l'Investisseur Défaillant.

- L'Investisseur Défaillant abandonne tout revenu ou bénéfice futur réalisé après le défaut de paiement. Ces revenus ou bénéfices seront distribués proportionnellement aux Actionnaires non-défaillants.

- L'Investisseur Défaillant perdra son droit de vote à l'assemblée générale des Actionnaires.

Si un Investisseur Défaillant continue d'être en défaut pour plus de 15 (quinze) jours ouvrables à partir de l'échéance du paiement concerné, l'Associé Commandité peut informer l'Investisseur Défaillant concerné en demandant que le paiement soit fait dans les 5 (cinq) jours ouvrables suivants. Si l'Investisseur Défaillant continue d'être en défaut après l'expiration de ce délai, l'Associé Commandité peut le notifier à tous les Actionnaires en indiquant (i) le nom de l'Investisseur Défaillant, (ii) le nombre d'Actions détenues par l'Investisseur Défaillant incluant le pourcentage payé relatif à ces Actions, et (iii) le montant du paiement qui est resté impayé.

De plus, l'Investisseur Défaillant ne se verra pas offrir des opportunités de co-investissement.

Art. 11. Rachat des Actions. Un Actionnaire n'a pas le droit de demander à la Société qu'elle lui rachète tout ou partie des Actions qu'il en détient.

Les Actions peuvent être rachetées de manière forcée si un actionnaire cesse d'être, ou est constaté ne pas être un Investisseur Eligible.

La Société peut par ailleurs procéder au rachat obligatoire d'Actions à chaque fois que l'Associé Commandité considère que le rachat est réalisé dans l'intérêt de la Société. Les Actions peuvent être rachetées au prorata entre les actionnaires existants, par exemple (i) dans le but de distribuer aux Actionnaires le résultat net issu de la vente d'un actif par la Société ou (ii) si un changement défavorable dans la situation économique ou politique a eu lieu.

En cas de rachat forcé, le prix de rachat sera basé sur la dernière Valeur Nette d'Inventaire disponible des Actions concernées au jour de rachat pertinent.

Toutes les Actions rachetées seront annulées.

Art. 12. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire. La valeur nette d'inventaire de la Société (la «Valeur Nette d'Inventaire») sera déterminée, sous la responsabilité de l'Associé Commandité, par une entité désignée par la Société à cet effet, dans la devise de référence de la Société (telle que spécifiée dans le Document d'émission), lors de chaque jour d'évaluation tel que défini dans le Document d'émission.

Les revenus et les charges seront réputés provisionnés quotidiennement afin de calculer la Valeur Nette d'Inventaire.

I. Les avoirs de la Société comprendront:

a) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance tels que susmentionnés mais non encore encaissés, consistera dans la valeur nominale de ces avoirs. S'il s'avère toutefois improbable que cette valeur pourra être touchée en entier, la valeur sera déterminée en retranchant tel montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

b) La valeur des avoirs qui sont cotés ou négociés sur une quelconque bourse de valeurs est basée sur le prix de clôture du jour ouvrable précédent disponible à la bourse de valeurs qui est normalement le marché principal pour de tels avoirs.

c) La valeur des actifs qui sont négociés sur tout autre Marché Réglementé est basée sur le prix de clôture du jour ouvrable précédent.

d) Dans la mesure où des valeurs mobilières ne sont pas négociées ou cotées sur une bourse de valeurs ou sur un autre Marché Réglementé ou si, pour des valeurs cotées ou négociées sur une telle bourse ou sur un tel autre marché, le prix déterminé conformément aux dispositions sub b) ou c) ci-dessus n'est pas représentatif de la valeur probable de réalisation de ces valeurs mobilières, celles-ci seront évaluées sur base de leur valeur probable de réalisation qui sera estimée avec prudence et bonne foi.

e) Les parts ou actions d'organismes de placement collectif sous-jacents ouverts seront évaluées à leur dernière valeur nette d'inventaire déterminée et disponible ou, si ce prix n'est pas représentatif de la juste valeur marchande de ces avoirs, alors le prix sera déterminé de bonne foi par l'Associé Commandité sur une base juste et équitable.

f) Les instruments du marché monétaire détenus par la Société avec une maturité restante de quatre-vingt-dix jours ou moins seront évalués par la méthode de coûts amortis qui reflète approximativement la valeur du marché.

g) La valeur des Œuvres d'Art sera déterminée de la manière suivante:

Toutes les Œuvres d'Art seront évaluées sur base de la juste valeur, laquelle sera déterminée par l'Associé Commandité. La méthode d'évaluation tiendra compte des lignes directrices et principes suivants:

Ces Œuvres d'Art seront évaluées à leur prix de revient comme estimation fiable de leur juste valeur à moins que l'Associé Commandité n'estime qu'il y a eu un changement significatif dans la situation du marché ou dans la demande indiquée à l'égard des Œuvres d'Art; dans ce cas, les Œuvres d'Art seront évaluées en fonction d'une estimation faite en accord avec les principes de prudence et de bonne foi.

En relation avec ce qui précède, d'autres facteurs seront également pris en compte, tels que:

- Le nom de l'artiste
- Les prix atteints aux ventes aux enchères d' Œuvres d'Art comparables du même artiste
- La taille et la technique des Œuvres d'Art
- Des événements importants tels que le vol, l'endommagement etc.
- Des transactions significatives établissant un prix de marché
- Les estimations de prix déterminées par le biais d'offres

L'Associé Commandité pourra également avoir recours à l'estimation d'un expert indépendant à nommer afin d'évaluer l'artiste ou une Œuvre d'Art.

h) Tous les autres titres ou actifs seront évalués à la juste valeur du marché tels que déterminés de bonne foi conformément aux procédures établies par l'Associé Commandité.

La valeur de tous actifs et passifs non exprimés en Euro sera convertie en Euro au dernier taux annoncé par une des banques principales. Si ces cotations ne sont pas disponibles, le taux d'échange sera déterminée de bonne foi par ou sous des procédures établies par l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité, à sa discrétion, peut permettre l'utilisation d'autres méthodes d'évaluation s'il considère que cette évaluation reflète mieux la juste valeur de tout actif de la Société.

La Valeur Nette d'Inventaire par Action de chaque Classe est égale à la Valeur Nette d'Inventaire de la Classe telle que déterminée suivant les dispositions qui précèdent, divisée par le nombre d'Actions de la Classe, le résultat étant arrondi au centime d'Euro le plus proche.

La Valeur Nette d'Inventaire par Classe sera rendue accessible aux Actionnaires, au siège social de la Société, dans une période suivant le jour d'évaluation pertinent telle que déterminée par l'Associé Commandité dans le Document d'émission.

Art. 13. Suspension du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire. L'Associé Commandité peut suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire:

- a) lorsqu'il existe une situation d'urgence par suite de laquelle, de l'avis de l'Associé Commandité, il est pratiquement impossible pour la Société de disposer de ou d'évaluer ses avoirs;
- b) lorsque les moyens de communication ou de calcul qui sont normalement employés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements de la Société, ou le prix actuel ou la valeur en bourse ou sur tout autre marché des actifs attribuables à la Société, sont interrompus;
- c) lorsque des restrictions en matière de change ou de circulation des capitaux empêchent la liquidation de transactions pour le compte de la Société;
- d) lorsque, pour toute autre raison, les prix des investissements que possède la Société ne peuvent pas être constatés rapidement ou avec précision.

Toute demande de rachat est irrévocable sauf en cas de suspension du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action.

Art. 14. Associé Commandité. La Société sera gérée par Scorpio Collection GP (associé commandité), une société constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois (ci-après l'«Associé Commandité»).

En cas d'incapacité légale, de liquidation ou de toute autre situation permanente empêchant l'Associé Commandité d'agir comme associé commandité de la Société, la Société ne sera pas immédiatement dissoute et liquidée si un administrateur, qui n'a pas besoin d'être Actionnaire, est désigné pour effectuer les actes urgents ou simplement administratifs, jusqu'à ce qu'une assemblée générale des Actionnaires soit convoquée, dans les quinze (15) jours de la désignation de l'administrateur. Au cours de cette assemblée générale, les Actionnaires pourront désigner, en accord avec le quorum et la majorité requis pour la modification des statuts, un remplaçant à l'Associé Commandité. Si ladite désignation n'a pas lieu, la Société sera dissoute et liquidée.

La désignation d'un remplaçant de l'Associé Commandité ne sera pas soumise à l'approbation de l'Associé Commandité.

Art. 15. Pouvoirs de l'Associé Commandité. L'Associé Commandité est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Actionnaires par la loi ou par les présents Statuts, sont de la compétence de l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité peut désigner des conseillers en investissement et des gestionnaires, de même que tout autre agent de gestion ou administratif.

L'Associé Commandité peut conclure des contrats avec de telles personnes physiques ou morales pour l'accomplissement de leurs services, la délégation de pouvoirs et la détermination de la rémunération supportée par la Société.

Art. 16. Signature. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de l'Associé Commandité représenté par ses représentants légaux ou par toute autre personne à qui un tel pouvoir a été délégué par l'Associé Commandité.

Aucun Actionnaire Commanditaire ne représentera la Société.

Art. 17. Conflit d'Intérêts. Aucun contrat ni aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou entreprises ne pourront être invalidés par le fait que l'Associé Commandité ou tout autre administrateur ou fondé de pouvoir de l'Associé Commandité a un intérêt dans une telle société ou entreprise, ou est un administrateur, collaborateur, fondé de pouvoir ou employé de cette autre société ou entreprise.

Tout directeur ou fondé de pouvoir de l'Associé Commandité agissant comme administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société conclut un contrat ou entre en relation, ne pourra pas, en raison d'un tel lien avec telle autre société ou entreprise, être empêché d'examiner et de voter ou d'agir sur de tels sujets en lien avec tel contrat ou telle affaire.

Art. 18. Dépositaire. La Société conclura un contrat de dépôt avec un établissement bancaire luxembourgeois (le «Dépositaire») tel que défini par la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée de temps à autre.

Les valeurs, les espèces et autres avoirs autorisés de la Société seront déposés auprès ou au nom du Dépositaire, qui sera tenu des obligations et devoirs mis à sa charge par la Loi de 2007.

Si le Dépositaire désire résilier le contrat de dépôt, l'Associé Commandité devra faire diligence de trouver un dépositaire remplaçant dans un délai de deux mois à compter de la date d'effet de la résiliation. Jusqu'à la date de son remplacement, qui doit avoir lieu au cours de cette période de deux mois, le Dépositaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires à une gestion prudente et la bonne préservation des intérêts des Actionnaires de la Société.

L'Associé Commandité peut mettre fin aux fonctions du Dépositaire à tout moment mais ne peut révoquer le dépositaire que si un nouveau Dépositaire a été désigné en vue d'agir à la place du Dépositaire.

Les fonctions du Dépositaire prendront fin:

- a) en cas de retrait du Dépositaire intervenu de sa propre initiative ou celle de la Société; jusqu'à la date de son remplacement, qui doit avoir lieu au cours de cette période de deux mois, le Dépositaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires à une gestion prudente et la bonne préservation des intérêts des Actionnaires de la Société
- b) lorsque le Dépositaire ou la Société a été déclaré en faillite, admis au bénéfice du concordat, du sursis de paiement, de la gestion contrôlée ou d'une mesure analogue ou mis en liquidation;
- c) lorsque l'Autorité de surveillance luxembourgeoise retire son agrément à la Société ou au Dépositaire.

Art. 19. Assemblées Générales des Actionnaires. L'assemblée générale des Actionnaires représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, réaliser ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société, étant entendu, que chaque résolution de l'assemblée générale des Actionnaires modifiant les statuts ou créant des droits ou des obligations vis-à-vis des tiers doit être approuvée par l'Associé Commandité.

Toute résolution de l'assemblée générale des Actionnaires ayant pour effet de modifier les présents Statuts doit être prise avec (i) un quorum de présence de cinquante (50) pour cent du capital social lors de la première convocation et si ce quorum n'a pas pu être obtenu, la résolution sera prise sans quorum lors de la deuxième convocation avec (ii) l'approbation de la majorité des deux-tiers (2/3) des Actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et (iii) le consentement de l'Associé Commandité.

Toute modification des présents Statuts entraînant une modification des droits d'une Classe doit être approuvée par une résolution de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société et par une assemblée distincte des détenteurs de chaque Classe d'Actions.

Les assemblées générales des Actionnaires sont convoquées par l'Associé Commandité. Elles peuvent également être convoquées par l'Associé Commandité sur la demande d'Actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Les assemblées générales des Actionnaires sont convoquées par un avis émanant de l'Associé Commandité indiquant l'ordre du jour et envoyé par courrier recommandé, au moins huit (8) jours avant l'assemblée, à chacun des Actionnaires, et à l'adresse inscrite dans le registre des Actions nominatives.

L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se réunit le 20 Juin à 12.30 heures, au siège social de la Société ou dans tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation. Si ce jour est un jour férié bancaire au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se réunira le premier jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées d'Actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, les assemblées générales peuvent avoir lieu sans avis de convocation.

Un Actionnaire peut agir à une assemblée générale en donnant une procuration écrite à une autre personne, qui n'a pas besoin d'être Actionnaire et qui peut être un gérant de l'Associé Commandité.

Art. 20. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année.

Art. 21. Rapport Annuel. La Société publie un rapport annuel audité dans les six (6) mois à compter de la fin de l'exercice social concerné.

Art. 22. Distributions. Le droit aux dividendes ou aux distributions relatif à toutes Classes d'Actions, ainsi que l'attribution d'acomptes sur dividendes, sont déterminés par l'Associé Commandité et plus amplement décrits dans le Document d'émission.

Art. 23. Dissolution de la Société. La Société peut à tout moment être dissoute par décision de l'assemblée générale des Actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'Article 25 ci-dessous.

La question de la dissolution de la Société doit de même être soumise par l'Associé Commandité à l'assemblée générale des Actionnaires lorsque le capital social est devenu inférieur aux deux tiers du capital minimum prévu à l'Article 7 des présents Statuts. L'assemblée générale délibère sans quorum de présence et décide à la majorité simple des votes des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

La question de la dissolution de la Société doit en outre être soumise par l'Associé Commandité à l'assemblée générale des Actionnaires lorsque le capital social est devenu inférieur au quart du capital minimum fixé à l'Article 7 des présents Statuts; dans ce cas, l'assemblée générale délibère sans quorum de présence et la dissolution peut être prononcée par les actionnaires possédant un quart des votes des actions représentées à l'assemblée.

La convocation doit se faire de façon à ce que l'assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que les actifs nets de la Société sont devenus inférieurs aux deux tiers respectivement au quart du capital minimum, selon le cas.

Art. 24. Liquidation. La liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La Société aura le droit, si l'Associé Commandité en décide ainsi, de satisfaire au paiement de tout ou une partie du résultat de la liquidation à chaque Actionnaire consentant par l'attribution en nature à l'actionnaire d'investissements provenant de la masse des avoirs d'égale valeur (calculée suivant la procédure décrite à l'Article 12) à hauteur de la portion du résultat de la liquidation attribuée à l'Actionnaire relevant. La nature ou le type d'avoirs à transférer en pareil cas sera déterminé sur une base équitable et raisonnable sans préjudicier les intérêts des autres Actionnaires, et l'évaluation dont il sera fait usage devra être confirmée spécifiquement par le rapport du réviseur de la Société en relation avec la liquidation. Les coûts de tels transferts devront être supportés par l'Actionnaire relevant.

Art. 25. Modifications des Statuts. Les présents Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des Actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 26. Loi applicable. Toutes les matières non régies par les présents Statuts seront soumises aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de la Loi de 2007, telles que ces lois ont été ou seront modifiées de temps à autre.

Art. 27. Définitions.

"Loi de 2007" Loi luxembourgeoise du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

"Actions" Actions émises par la Société.

"Action d'Associé Commandité" Action souscrite par l'Associé Commandité, comme associé commandité de la Société.

"Actions de Commanditaire" Toutes autres Actions que l'Action d'Associé Commandité, qui ont été ou seront souscrites par les Actionnaires Commanditaires de la Société.

"Actionnaire" Un détenteur d'Actions nominatives de la Société.

"Actionnaire Commanditaire" Tout détenteur d'Actions nominatives autre que l'Associé Commandité.

"Associé Commandité" Scorpio Collection GP, gérant et associé commandité de la Société. L'Associé Commandité est responsable de la gestion de la Société.

"Classe" Toute classe d'Actions de la Société.

"Dépositaire" La banque dépositaire de la Société tel que décrit dans l'Article 18.

"Document d'émission" Le document d'émission de la Société, tel que modifié de temps à autre.

"Investisseurs Avertis" Investisseurs institutionnels, investisseurs professionnels et tous autres investisseurs qui (i) adhèrent au statut d'investisseurs avertis et (iia) investissent soit un minimum de 125 000 euros dans la Société ou (iib) bénéficient d'une appréciation, de la part d'un établissement de crédit au sens de la directive 2006/48/CE, d'une entreprise d'investissement au sens de la directive 2004/39/CE ou d'une société de gestion au sens de la directive 2001/107/CE certifiant son expertise, son expérience et sa connaissance pour apprécier de manière adéquate le placement effectué dans la Société.

"Investisseur Défaillant" Un investisseur qui n'honore pas le paiement relatif à son engagement de souscription d'actions ou un autre montant.

"Investisseurs Eligibles" Investisseurs Avertis ainsi que l'Associé Commandité.

"OEuvre d'Art" Toute forme d'art visuel, telle que les peintures, les sculptures, les gravures, les impressions photographiques etc.

"Registre" Le registre des Actionnaires.

"Statuts" Les statuts de la Société.

"Société" Scorpio Collection, constituée en tant que société en commandite par actions et enregistrée comme fonds d'investissement spécialisé à Luxembourg.

"Valeur Nette d'Inventaire" La valeur nette d'inventaire d'une Action d'une Classe, déterminée conformément à l'article 13 ci-dessus.

Dispositions transitoires

- 1) La première année sociale commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2011.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2012.

Souscription et Paiement

Le souscripteur a souscrit les actions comme suit:

- Scorpio Collection GP, préqualifiée, souscrit une (1) Action d'Associé Commandité, résultant en un paiement total de dix Euro (EUR 10,-);

- Advanced Capital Europe S.A., préqualifiée, souscrit trois mille quatre-vingt-dix-neuf (3099) Actions de Commanditaire libérées à hauteur de 5%, résultant en un paiement total de mille cinq cent quarante neuf Euro et cinquante centimes (EUR 1.549,50,-);

La preuve du total de ces paiements, c'est-à-dire de mille cinq cent cinquante neuf Euro et cinquante centimes (EUR 1.559,50,-) a été donnée au notaire instrumentant qui le reconnaît.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais à raison de la constitution de la Société est évalué approximativement à EUR 3.000,-.

Résolutions des Actionnaires

Les comparants, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, ont pris les résolutions suivantes:

I. Est nommé réviseur d'entreprises:

Deloitte S.A.

560 rue de Neudorf

L-2220 Luxembourg

II. L'adresse de la Société est fixée à 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été remis aux fins de lecture aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: J. VAUDE-PERRIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2010. Relation: LAC/2010/60103. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): p.d. T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 février 2011.

Référence de publication: 2011030530/786.

(110037125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Etuba International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3817 Schiffange, Chemin de Bergem.

R.C.S. Luxembourg B 33.810.

Constatation de cession de parts sociales

Suite à plusieurs conventions de cession de parts sociales sous-seing privé, il résulte que le capital social de la société à responsabilité limitée ETUBA INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.à.r.l. est désormais réparti comme suit:

Monsieur Grégory JADIN, né le 03/04/1975 à Liège, demeurant à B-1200 Woluwe-Saint-Lambert, 166/6, Avenue Georges-Henri: cinq cent parts sociales	500
Monsieur Jean-Bernard JADIN, né le 27/10/1939 à Uccle (B), demeurant à B-7078 Le Roeulx, 2, Clos des Princes: cinq cent parts sociales	500
Total: mille parts sociales	1.000

Luxembourg, le 30 mars 2011.

Pour extrait conforme

Les associés / Les gérants

Référence de publication: 2011050301/18.

(110056145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Financière Capucine 4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 141.221.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 21 mars 2011, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Révocation de DELOITTE S.A., avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, de son mandat de commissaire aux comptes, avec effet immédiat

2. Nomination de DELOITTE S.A., avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, au mandat de réviseur d'entreprises agréé, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2010 et qui se tiendra en 2011

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 4 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011050305/16.

(110056004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Financière Daunou 17 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 134.897.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 21 mars 2011, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Révocation de DELOITTE S.A., avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, de son mandat de commissaire aux comptes, avec effet immédiat

2. Nomination de DELOITTE S.A., avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, au mandat de réviseur d'entreprises agréé, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2010 et qui se tiendra en 2011

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011050306/16.

(110056005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Five and Fifth, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 141.048.

—
EXTRAIT

En date du 25 mars 2011, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Marjoleine Van Oort, en tant que gérant, est acceptée avec effet au 23 février 2011.
- Vincenzo Costanzelli, 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet au 23 février 2011 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 8 avril 2011.

Référence de publication: 2011050308/15.

(110056038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Future Pipe Industries S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 30.000,00.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 142.175.

Il résulte de la résolution de l'associé unique datée du 16 janvier 2011 que Dr Omar Issam ASHUR, résidant à Villa 30, Street 8A, Jumeirah, Dubai, Emirats Arabes Unis, a été nommé pour une durée indéterminée au poste de Gérant B de la Société, avec effet au 16 janvier 2011 en remplacement de Monsieur Hafiz Shiraz LADHA, démissionnaire.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2011050310/13.

(110056654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Pin S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.228.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty first day of February.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

PIN LTD., ayant son siège social à Local Service Agent FZ-LLC, P.O. Box 31291, Ras Al Khaimah, United Arab Emirates (UAE), représentée par son directeur Monsieur Thomas Claude FILLEAU, né le 2 juin 1963 à Montreuil (France), demeurant à Galadary Plaza Suite 303, P.O. Box 8811, Dubai, UAE,

Being represented by Mr. Willem VAN CAUTER, professionally residing in Strassen, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacities, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited company, which it declared to establish (the "Company").

Chapter I - Name, Registered office, Object, Duration.

1. Form, Name.

1.1 The Company is hereby formed as a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (and in particular, the amended law dated 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law") and by the present articles (the "Articles").

1.2 The Company exists under the firm name of "PIN S.A.".

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Strassen (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the "Board of Directors") is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

3. Object.

3.1 The purpose of the Company is the sale on the Internet and the mail order sale of luxury perfume items, in Luxembourg as well as in any other country of the European Union.

3.2 The Company's purpose is also to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises and to acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any otherway any securities, rights, patents and licenses, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed.

3.3 The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II - Capital

5. Capital. The subscribed capital is set at thirty-one thousand Euro (€ 31,000), divided into three hundred and ten (310) registered shares with a par value of one hundred Euros (€ 100) each, fully paid up (by 100 %).

6. Form of the shares. The shares are in principle in registered form, or in bearer form at the request of the shareholder (s) and subject to legal conditions.

7. Payment of shares. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions which the Board of Directors shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares which are not fully paid up.

8. Modification of capital - Limitation to the right to transfer the shares.

8.1. The authorised share capital of the Company is set at two hundred thousand Euros (EUR 200,000.-), represented by two thousand (2,000) shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

8.2. The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

8.3. The sole director or the board of directors is authorized, during a period expiring 5 (five) years after the publication of the deed of incorporation of the Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, to increase in one or several times the share capital within the limits of the authorized capital.

Such capital increases may be subscribed for and issued in the form of shares with or without the issue of a share premium and paid up in cash or in kind, by compensation against claims or in any other manner determined by the Board. The sole director or the board of directors is specifically authorized to issue such shares without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe the shares to be issued. The sole director or the Board of directors may delegate to any director, manager or any other officer duly authorized the power to receive the subscriptions and payment of shares representing the entirety or part of this capital increase.

8.4. Upon each increase of the share capital of the Company by the sole director or the board of directors within the limits of the authorized capital, the present article shall be amended accordingly and shall be considered as automatically adapted to the aforesaid increase of the share capital of the Company.

8.5. The Company can repurchase its own shares within the limits set by law.

Chapter III - Directors, Board of directors, Statutory auditor

9. Board of directors or sole director.

9.1 In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members (each a "Director"), who need not be shareholders.

9.2 In case the Company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of either one Director (the "Sole Director") until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder or by at least three Directors. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such a case, the Board of Directors or the Sole Director shall appoint or confirm the appointment of its legal representative in compliance with the 1915 Law.

9.3 The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

9.4 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

10. Meetings of the board of directors.

10.1 The Board of Directors shall elect a chairman (the "Chairman") from among its members. The first Chairman may be appointed by the first general meeting of shareholders. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

10.2 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. In case that all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

10.3 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies.

10.4 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

10.5 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

10.6 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Director being able to hear and to be heard by all other participating directors using this technology, shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

10.7 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the Directors in person (résolution circulaire). Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect and validity as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

10.8 Votes may also be cast by any other means, such as fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

10.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present at the meeting. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

11. General powers of the board of directors.

11.1 The Board of Directors or the Sole Director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

12. Delegation of powers.

12.1 The Board of Directors or the Sole Director may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board shall determine.

12.2 The Board of Directors or the Sole Director may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

13. Representation of the Company. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any two Directors together or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any two directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

14. Statutory auditor.

14.1 The accounts of the Company are audited by one or more statutory auditor appointed by the General Meeting or by the Sole Shareholder.

Chapter IV - General meeting of shareholders

15. Powers of the general meeting of shareholders.

15.1 If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decision in writing.

15.2 In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

15.3 Any general meeting shall be convened by means of convening notice sent to each registered shareholder by registered letter at least fifteen days before the meeting. In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

15.4 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

15.5 The shareholders are entitled to participate to the meeting by visioconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

15.6 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all decisions by the ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

15.7 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of share capital is present or represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

15.8 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased or reduced only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

16. Place and date of the annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders is held in Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the first Monday of June, at 3 P.M., and for the first time in 2012.

17. Other general meetings. Any Director may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the request of the shareholders which together represent one fifth of the capital of the Company.

18. Votes. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of shareholders, by appointing another person as his proxy in writing.

Chapter V - Business year, Distribution of profits

19. Business year.

19.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on the December 31st, 2011.

19.2 The Board of Directors draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the external auditors who shall make a report containing comments on such documents.

20. Distribution of profits.

20.1 Each year at least five per cent of the net profits has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

20.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

20.3 The Board of Directors may resolve to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Chapter VI - Dissolution, Liquidation

21. Dissolution, Liquidation.

21.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

21.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders.

21.3 If no liquidators are appointed by the general meeting of shareholders, the Directors or the Sole Director shall be deemed to be liquidators vis-à-vis third parties.

Chapter VII - Applicable law

22. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the above-named party has subscribed for the three hundred and ten (310) shares as follows:

1. PIN LTD	310 shares
Total:	310 shares

All these shares have been fully paid up, so that the sum of thirty-one thousand Euro (€ 31,000) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation at about One Thousand Three Hundred Euros (EUR 1,300.-).

First extraordinary general meeting of shareholders

The above-named parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders and have unanimously passed the following resolutions:

1. The Company's address is fixed at 43, route d'Arlon, L-8009 Strassen.
2. The following have been elected as Director and Managing Director of the Company for a maximum period of six (6) years, his mandate expiring at the end of the annual general meeting of shareholders to be held in 2017:
 - Monsieur Thomas Claude FILLEAU, né le 2 juin 1963 à Montreuil (France), demeurant à Galadary Plaza Suite 303, P.O. Box 8811, Dubai, UAE.
3. The statutory auditor will be:
 - VAN CAUTER-SNAUWAERT & CO SARL, ayant son siège social au 43, route d'Arlon, L-8009 Strassen, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 52610.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt et un février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

PIN LTD., ayant son siège social à Local Service Agent FZ-LLC, P.O. Box 31291, Ras Al Khaimah, United Arab Emirates (UAE), représentée par son directeur Monsieur Thomas Claude FILLEAU, né le 2 juin 1963 à Montreuil (France), demeurant à Galadary Plaza Suite 303, P.O. Box 8811, Dubai, UAE,

Etant représentée par Monsieur Willem VAN CAUTER, résidant professionnellement à Strassen, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, paraphée «ne varietur» par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant selon la dite qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer (la «Société») et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} - Dénomination, Siège, Objet, Durée

1. Forme, Dénomination.

1.1 La Société est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi telle qu'elle a été modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi de 1915»)) et par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société adopte la dénomination «PIN S.A.».

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Strassen (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers tout autre commune à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3 Le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

3. Objet.

3.1 La société a pour objet la vente par internet et par correspondance de produits de parfumerie de luxe, aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg que dans les autres pays d'Europe.

3.2 L'objet de la Société est de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la société le jugera utile, et de manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la société jurera adapté et en particulier pour les actions ou titres de toute société les acquérant; de conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres et d'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la société ou toute société participant au même groupe de sociétés, tout concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée. La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

3.3 La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II - Capital

5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille Euros (31.000 €), divisé en trois cent dix (310) actions nominatives d'une valeur nominale de cent Euros (100 €) chacune, lesquelles sont entièrement libérées (à raison de 100 %).

6. Nature des actions. Les actions sont, en principe, nominatives ou au porteur à la demande des actionnaires et dans le respect des conditions légales.

7. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le conseil d'administration déterminera de temps à autres. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

8. Modification du capital.

8.1. Le capital autorisé est fixé à EUR 200.000,- (deux cents mille Euros) qui sera divisé en 2.000 (deux mille) actions de valeur nominale EUR 100,- chacune.

8.2. Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

8.3. En outre le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts, autorisé à augmenter en temps utile qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en nature ou en numéraire, par compensation avec des créances ou de toute autre manière à déterminer par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

8.4. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

8.5. La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Titre III - Administrateurs, Conseil d'administration, Commissaire aux comptes

9. Conseil d'administration.

9.1 En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

9.2 Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société peut être administrée par un Conseil d'Administration consistant, soit en un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire, soit par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi de 1915.

9.3 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

9.4 En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

10. Réunions du Conseil d'Administration.

10.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

10.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

10.4 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

10.5 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

10.6 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

10.7 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

10.8 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tels que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

10.9 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

11. Pouvoirs généraux du Conseil d'Administration.

11.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

12.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

13. Représentation de la Société. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux Administrateurs ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

14. Commissaire aux comptes.

14.1 La Société est contrôlée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique.

Titre IV - Assemblée générale des actionnaires

15. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

15.1 S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

15.2 En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

15.3 Toute assemblée générale sera convoquée par voie de lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire nominatif au moins quinze jours avant l'assemblée. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication.

15.4 Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

15.5 Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

15.6 Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

15.7 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

15.8 Cependant, la nationalité de la Société peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

16. Lieu et date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année au Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le premier lundi du mois de juin à 15.00 heures, et pour la première fois en 2012.

17. Autres assemblées générales. Tout Administrateur peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

18. Votes. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, par une autre personne désignée par écrit.

Titre V - Année sociale, Répartition des bénéfices

19. Année sociale.

19.1 L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année, sauf pour la première année sociale qui commence au jour de la constitution de la Société et qui se termine au 31 décembre 2011.

19.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

20. Répartition des bénéfices.

20.1 Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

20.2 Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

20.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VI - Dissolution, Liquidation

21. Dissolution, Liquidation.

21.1 La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

21.2 Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

21.3 A défaut de nomination de liquidateurs par l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs ou l'Administrateur Unique seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

Titre VII - Loi applicable

22. Loi applicable. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié déclare souscrire les trois cent dix (310) actions comme suit:

PIN LTD	310 actions
Total:	310 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille Euros (31.000 €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à mille trois cents Euros (EUR 1.300,-).

Première assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 43, route d'Arlon, L-8009 Strassen.
2. Est appelé aux fonctions d'Administrateur unique et d'Administrateur délégué pour une période maximale de six (6) ans, pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de l'année 2017:
 - Monsieur Thomas Claude FILLEAU, né le 2 juin 1963 à Montreuil (France), demeurant à Galadary Plaza Suite 303, P.O. Box 8811, Dubai, UAE.
3. Est nommée commissaire aux comptes pour la même période:
 - VAN CAUTER-SNAUWAERT & CO SARL, ayant son siège social au 43, route d'Arlon, L-8009 Strassen, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés_Luxembourg sous le numéro B 52610.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes,

Et après lecture, les comparants prémentionnés, tous connus par le notaire par leurs noms, prénoms, état civil et résidences, ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: W. VAN CAUTER, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 février 2011. Relation: LAC/2011/8708. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011030508/462.

(110037163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Farfinance I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 77.029.

Je soussigné, Alfio RICIPUTO, suis au regret de vous informer que, je ne serai plus en mesure d'assumer les fonctions d'administrateur de votre société à compter de ce jour et vous présente donc ma démission.

Luxembourg, le 8 avril 2011.

Alfio RICIPUTO.

Référence de publication: 2011050312/10.

(110056519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Farfinance I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 77.029.

Je soussignée, Manuela D'AMORE, suis au regret de vous informer que, je ne serai plus en mesure d'assumer les fonctions d'administrateur de votre société à compter de ce jour et vous présente donc ma démission.

Luxembourg, le 8 avril 2011.

Manuela D'AMORE.

Référence de publication: 2011050313/10.

(110056519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Farfinance I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 77.029.

Je soussigné, Antonio MAFRICA, suis au regret de vous informer que, je ne serai plus en mesure d'assumer les fonctions d'administrateur de votre société à compter de ce jour et vous présente donc ma démission.

Luxembourg, le 8 avril 2011.

Antonio MAFRICA.

Référence de publication: 2011050314/10.

(110056519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Fideos Financial Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 137.411.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 4 avril 2011 que le mandat de la personne suivante a été renouvelé pour l'exercice social au 31 décembre 2010 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2011 appelée à se prononcer sur les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2010:

- Ernst & Young S.A., société anonyme, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771, avec siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 11 avril 2011.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2011050315/21.

(110056625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Fiesta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 79.927.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement en date du 20 décembre 2010

- Les mandats d'Administrateurs de Monsieur Miguel BELTRAO RIBEIRO FERREIRA, entrepreneur, résidant professionnellement Avenida Eng. Antonio Azevedo Coutinho, n° 140, P-2750-644 Cascais, Portugal, de Monsieur Miguel DE MELO MARDEL CORREIA, entrepreneur, résidant professionnellement Avenida Eng. Antonio Azevedo Coutinho, n° 140, P-2750-644 Cascais, Portugal, de Monsieur Miguel GOMES DE CARVALHO MARTINS, entrepreneur, résidant professionnellement Avenida Eng. Antonio Azevedo Coutinho, n° 140, P-2750-644 Cascais, Portugal et de Monsieur Joachim MICHALSKI, entrepreneur, résidant professionnellement Avenida Eng. Antonio Azevedo Coutinho n° 140, P-2750-644 Cascais, Portugal, Administrateurs, et le mandat de Commissaire aux Comptes de FIN-CONTRÔLE SA., Société Anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, bâtiment F, L- 1882 Luxembourg, sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans. Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2016.

Fait, le 20 décembre 2010.

Certifié sincère et conforme

FIESTA SA.

Signatures

Director / Director

Référence de publication: 2011050316/22.

(110056022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

BTP World S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 6, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 59.580.

In the year two thousand and eleven, on the eleventh day of January,

before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of BTP World S.A., a société anonyme having its registered office at L-1233 Luxembourg, 6, rue Jean Bertholet, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 59.580 (the "Company") and incorporated under the denomination STELGER & C S.A. pursuant to a notarial deed dated 3 June 1997, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 505 of 17 September 1997.

The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a notarial deed dated 18 March 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 933 of 19 June 2002

The Meeting is opened at 6.30 p.m. CET with Ms Astrid Wagner, avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, being in the chair (the "Chairman"),

who appointed as secretary Ms Laurence Licata, licenciée en droit, professionally residing in Luxembourg (the "Secretary").

The Meeting elected as scrutineer Mr Gaetan Piedboeuf, licencié en droit, professionally residing in Luxembourg (the "Scrutineer", composing together with the Chairman and the Secretary, the "Board").

The Board of the Meeting having been validly constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is as follows (the "Agenda"):

Agenda

1. Dissolution of the Company and decision to put the company into liquidation;
2. Appointment of AIM Services S.à r.l. as liquidator of the Company; and
3. Definition of the powers and remuneration granted to AIM Services S.à r.l. in its capacity as liquidator of the Company.

II. That the present or represented shareholders, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxyholders of the represented shareholders will also remain attached to the present deed after having been initialled ne varietur by the persons appearing.

III. That the whole share capital being present or represented at the present meeting, no convening notices were necessary, the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting.

IV. That the present meeting representing the whole share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolutions:

First resolution:

In accordance with provisions of articles 141 to 151 of the Luxembourg law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended (the "Law"), the general meeting decides to dissolve the Company and, therefore, to start the liquidation proceedings.

Second resolution:

As a consequence of the adoption of the first resolution above, the general meeting decides, for the purposes and within the frame of the liquidation of the Company, to appoint AIM Services S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 74.676 (the "Liquidator"), as liquidator of the Company.

Third resolution:

Further to the adoption of the foregoing resolutions, the general meeting resolves that, in performing its duties, the Liquidator shall have the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law.

The Liquidator may perform all acts and take all necessary actions as provided for by article 145 of the Law, and is hereby expressly dispensed from any requirement tending to the obtaining of either the prior approval or the ratification by the general meeting of shareholders of the Company, with regard to any matters for the purposes of which such an approval or ratification are usually required.

The Liquidator may, as applicable, exempt the registrar of mortgages from proceeding with any automatic registrations, renounce all real rights, preferential rights, mortgages and actions for rescission, and remove any attachments, with or without payment of any and/or all preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other encumbrance, as deemed necessary within the frame and for the purposes of the Company's liquidation.

The Liquidator is relieved from drawing up an inventory of the Company for the purposes of the Company's liquidation, and may therefore refer to the Company's financial statements with this respect.

The Liquidator may, under its sole responsibility, for any special or specific operations, delegate to one or more proxies, agents or representatives, such powers as it may determine, and for such period as shall be deemed necessary in order to carry out its role as liquidator of the Company.

The Liquidator may, in due consideration of the shareholders' proportional participation in the Company's share capital, distribute some, several or all of the Company's assets to the shareholders either in cash or in kind, at its discretion.

The general meeting resolves to approve the Liquidator's remuneration as agreed among the parties concerned.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, on the day stated at the beginning of this document

The undersigned notary who speaks and understands English, states The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearers, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearers and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

After reading and interpretation to the appearers, the apparers signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille onze, le onzième jour de janvier,

par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de BTP World S.A., une société anonyme ayant son siège social sis 6, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 59.580, (la «Société») et constituée sous la dénomination STEIGER & C S.A. suivant acte notarié en date du 3 juin 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 505 du 17 septembre 1997.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 18 mars 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 933 du 19 juin 2002.

L'assemblée est ouverte à 18.30 heures sous la présidence de Mademoiselle Astrid Wagner, avocat à la cour, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Président»),

qui a désigné comme secrétaire Mademoiselle Laurence Licata, licenciée en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Secrétaire»).

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Gaetan Piedboeuf, licencié en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Scrutateur», composant ensemble au Président et au Scrutateur le «Bureau»).

Le Bureau valablement constitué, le Président a déclaré et a demandé au notaire d'établir:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant (l'«Ordre du jour»):

Ordre du jour

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation;
2. Nomination de AIM Services S.à.r.l. comme liquidateur; et
3. Détermination des pouvoirs et de la rémunération conférés à AIM Services S.à.r.l. dans sa fonction de liquidateur de la Société.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

En conformité avec les dispositions 141 à 151 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi»), l'assemblée générale décide de dissoudre la Société et d'entamer la procédure de liquidation.

Seconde résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de nommer comme liquidateur AIM Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74676, ayant son siège social sis 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, (le «Liquidateur»).

Troisième résolution

L'assemblée générale décide que, dans l'exercice de ses fonctions, le Liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la Loi.

Le Liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi, et est, par la présente, expressément dispensé de l'obligation de recourir à l'autorisation ou demander la ratification de l'assemblée générale des actionnaires de la Société dans les cas où cela serait normalement requis.

Le Liquidateur peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office, renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, et donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements, si cela est estimé nécessaire dans le cadre et pour la fin de la liquidation de la Société.

Le Liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la société.

Le Liquidateur peut, sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera afin d'accomplir sa mission de Liquidateur de la Société.

Le Liquidateur pourra distribuer une partie ou l'ensemble des actifs de la Société aux actionnaires en numéraire ou en nature selon sa volonté en fonction de leur participation au capital.

L'assemblée générale décide d'approuver la rémunération du Liquidateur telle que convenue entre les parties concernées.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. WAGNER, L. LICATA, G. PIEDBOEUF et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 janvier 2011. LAC/2011 /3302. Reçu douze euros €12,-

Le Receveur (signé): SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 25 février 2011.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2011034053/149.

(110036596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Fiever Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 110.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011050317/9.

(110056293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Financiera Comercial Chonta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 144.974.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011050320/9.

(110055974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Fininsur Courtage et Conseil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 22-24, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 90.203.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de rassemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 14 mai 2009 que:

- Les mandats d'administrateurs de Messieurs Fillip Potteau et Pascal Spaenjaers sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes au 31/12/2010.

Luxembourg, le 30 mars 2011.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2011050321/14.

(110056354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

**DeuxLM Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. deuxLM HOLDING S.A.).**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 98.609.

L'an deux mille dix, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «DEUXLM HOLDING S.A.», une société anonyme holding, établie selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous le numéro B 98.609, constituée suivant acte notarié en date du 30 décembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 250 du 2 mars 2004.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Christophe BLONDEAU, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Marie-Line SCHUL, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Christel DETREMBLEUR, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1.- Modification de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").»

2.- Modification de la dénomination sociale de la société en «DEUXLM HOLDING S.A.-SPF» et modification de l'article 1er des statuts.

3.- Mise à jour des statuts en conformité avec les nouvelles dispositions de la Loi du 25 août 2006.

4.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier le statut de la Société qui n'aura plus désormais celui d'une société holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais celui d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») défini par la loi du 11 mai 2007. Ainsi l'assemblée générale décide de modifier l'article quatre (4) des statuts de la Société, relatif à son objet social, pour lui donner la teneur suivante:

Art. 4. «La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination sociale de la société en «DEUXLM HOLDING S.A.- SPF» et de modifier en conséquence l'article UN (1) des statuts comme suit:

Art. 1^{er}. «Il est formé une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de «DEUXLM HOLDING S.A. - SPF».»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de mettre à jour les statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec les dispositions de la loi du 25 août 2006, modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

En conséquence, l'article six (6) et l'article douze (12) des statuts sont modifiés comme suit:

Art. 6. «La société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Si le conseil d'administration ne comporte qu'un seul membre, celui-ci exercera toutes les fonctions dévolues au conseil d'administration».

Art. 12. «La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle du délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.»

L'Assemblée décide de supprimer la deuxième phrase de l'article onze (11) des statuts.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: C. BLONDEAU, M.L. SCHUL, C. DETREMBLEUR, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 décembre 2010. Relation: EAC/2010/16930. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011032615/97.

(110037608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

Finplays Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 127.084.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011050322/9.

(110055973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

First Place Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 116.628.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011050324/9.

(110055972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

First Place Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 116.628.

EXTRAIT

La nouvelle adresse de Monsieur Diego Maurizio Zannoni est; Rua Antonio Carlos 106, Apto 121, Consolação, 01309-010 São Paulo, Brazil

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011050325/11.

(110056017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Flybas S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 136.059.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2010.

Signature.

Référence de publication: 2011050326/10.

(110056063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Fougerolle Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 177, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 65.677.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 25 mars 2011

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 25 mars 2011 que Monsieur Gilles DUPONT, né le 11 avril 1964 à Thionville, France, demeurant 1 rue de Malzeville, 54130 DOMMARTEMONT, France, est révoqué, avec effet immédiat, de ses fonctions d'administrateur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2011.

Pour Fougerolle Luxembourg S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011050327/16.

(110056401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Steinfort Fund of Funds SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Howald, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 121.945.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 3 mars 2011.

Référence de publication: 2011030536/11.

(110036635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Wallis Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 112.416.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 8 avril 2011

Est nommé gérant, pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur John SEIL, gérant démissionnaire en date du 8 avril 2011:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 8 avril 2011.

Référence de publication: 2011050591/14.

(110056147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.
